

La rentrée 1999 dans l'enseignement supérieur

À la rentrée 1999, 1 730 000 inscriptions ont été enregistrées dans les quatre grandes filières de l'enseignement supérieur (université hors IUT, IUT, CPGE, STS). La diminution du nombre d'étudiants se poursuit cette année encore selon les premières estimations. Ce fléchissement est toutefois inférieur à celui qu'on pouvait attendre. En effet, les nouveaux bacheliers, surtout les titulaires d'un baccalauréat littéraire ou économique, sont plus nombreux que prévu à s'être inscrits dans les principales filières de l'enseignement supérieur. À l'université, la progression des effectifs est forte dans les IUT alors que le nombre d'étudiants continue de baisser dans les filières générales.

À la rentrée 1999, 1 730 000 étudiants se sont inscrits dans les principales filières de l'enseignement supérieur (universités hors IUT, instituts universitaires de technologie, classes préparatoires aux grandes écoles et sections de techniciens supérieurs), soit environ 12 400 étudiants de moins qu'en 1998. Cette estimation s'appuie sur un décompte partiel et provisoire des nouvelles inscriptions et sur un prolongement des comportements observés ces dernières années aux étapes successives des parcours d'études (voir encadré p.6).

Amorcée en 1996, la baisse des effectifs des quatre principales filières de l'enseignement supérieur se poursuit donc cette année encore, mais de façon un peu moins prononcée que les trois dernières années (-0,7 %).

UNE DIMINUTION SENSIBLE DU NOMBRE DE BACHELIERS GÉNÉRAUX

La légère remontée de la natalité du début des années 80 s'est traduite, en 1999, par une hausse de 10 000 candidats à la session de juin du baccalauréat. Toutefois, le taux de réussite global au bac perdant 0,8 point, l'effectif total de bacheliers est quasiment égal à celui de 1998 (tableau 1).

Cependant, cette stabilité du nombre de lauréats résulte d'évolutions différentes. Les fortes progressions des bacheliers professionnels (+ 5,4 %) et technologiques (+ 3,0 %) compensent la baisse des bacheliers généraux (- 3,3 %). Et, au total, les nouveaux titulaires d'un baccalauréat général ou technologique, plus susceptibles

Bacheliers	1990	1995	1998	1999	Variation 1999/1998	
				Estimation (octobre)	En valeur absolue	En %
Bacheliers généraux	250 864	287 046	275 113	266 000	- 9 113	- 3,3
dont séries : L	65 066	71 460	69 017	62 400	- 6 617	- 9,6
ES	60 911	76 555	74 794	75 400	606	0,8
S	124 887	139 031	131 302	128 200	- 3 102	- 2,4
Bacheliers technologiques	115 808	138 267	144 830	149 200	4 370	3,0
dont séries : STI	27 503	35 217	36 006	36 600	594	1,6
STT	72 994	78 896	76 986	79 400	2 414	3,1
autres	15 311	24 154	31 838	33 200	1 362	4,3
Bach. généraux + techno.	366 672	425 313	419 943	415 200	- 4 743	- 1,1
Bacheliers professionnels	24 602	65 741	81 573	86 000	4 427	5,4
Ensemble	391 274	491 054	501 516	501 200	- 316	- 0,1

d'entreprendre des études dans le supérieur, sont moins nombreux en 1999 (- 1,1 %).

Le nombre de bacheliers technologiques, dans les séries tertiaires, continue de progresser en 1999. L'effectif, plus faible en 1999, des titulaires d'un baccalauréat général est dû à la poursuite de la baisse du nombre de bacheliers littéraires et au fléchissement du nombre des scientifiques. Pour cette dernière série du baccalauréat, après une reprise en 1998, on retrouve, avec 3 000 lauréats de moins, la tendance décroissante des années 1995-1997.

LE TAUX D'ACCUEIL DES NOUVEAUX BACHELIERS SE STABILISE

La baisse des candidats potentiels à la poursuite d'études dans le supérieur ne se retrouve qu'en partie dans l'évolution des flux d'entrée des principales filières de l'enseignement supérieur (- 0,7 %) (*tableau II*). Si les comportements des bacheliers de 1999 avaient été dans le prolongement de ceux des années précédentes, 5 000 inscriptions de moins auraient dû être enregistrées en première année. Or la baisse n'est que de 3 000. Les taux d'accueil, qui se stabilisent dans l'ensemble, sont donc légèrement meilleurs que ceux prévus dans les quatre grandes filières du supérieur (+ 0,3 point). Ce redressement est plus marqué pour les étudiants ayant obtenu un baccalauréat littéraire ou économique et social.

UNE REPRISE DE LA BAISSÉ DES NOUVELLES INSCRIPTIONS DANS LE PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE

Après une pause en 1998, les nouvelles inscriptions dans le premier cycle universitaire (hors IUT) connaissent à nouveau une baisse (- 2,2 %). La fragilité du regain d'intérêt constaté à la rentrée 1998 en faveur de la filière universitaire apparaît dans les résultats du sondage effectué à chaque rentrée auprès des bacheliers inscrits en première année de DEUG. L'amélioration de la situation du marché du travail se traduit certes par un plus grand optimisme des nouveaux étudiants à l'égard de leur avenir professionnel : ils

**TABLEAU II – Les flux d'entrée en première année
dans les principales filières de l'enseignement supérieur ***
France métropolitaine + DOM

Principales filières de l'enseignement supérieur	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000 Estimation (octobre 1999)	Variation 1999/1998	
					En valeur absolue	En %
Université hors IUT	228 379	278 447	250 667	245 100	- 5 567	- 2,2
– Droit	35 480	40 955	34 933	33 700	- 1 233	- 3,5
– Sciences économiques, AES	34 610	32 763	29 838	31 400	1 562	5,2
– Lettres, sciences humaines	85 163	111 717	101 542	99 900	- 1 642	- 1,6
– Sciences	54 398	63 410	51 119	48 300	- 2 819	- 5,5
– STAPS	1 960	6 046	11 372	11 700	328	2,9
– Santé	16 768	23 556	21 863	20 100	- 1 763	- 8,1
IUT	33 607	42 350	47 760	49 400	1 640	3,4
Total Université	261 986	320 797	298 427	294 500	- 3 927	- 1,3
CPGE	34 950	38 482	35 939	35 700	- 239	- 0,7
STS	104 359	110 972	115 885	116 900	1 015	0,9
Ensemble	401 295	470 251	450 251	447 100	- 3 151	- 0,7

* Il s'agit du nombre d'inscriptions. Un étudiant s'inscrivant dans deux filières différentes aura donc deux inscriptions.

sont désormais une majorité à penser trouver du travail avec le niveau qu'ils souhaitent atteindre (52 % contre 44 % en 1998). Et, s'ils se sont inscrits dans leur filière, c'est de moins en moins « *par plaisir* » (51 % des réponses au lieu de 58 % en 1998) et de plus en plus souvent « *parce qu'elle offre des débouchés* » (31 %) : la hausse est de 3 points depuis 1998.

Cependant, cet attrait des débouchés s'exerce beaucoup plus fortement en faveur des filières sélectives. Un tiers des nouveaux étudiants en première année de DEUG avait déposé, en terminale, au moins un dossier pour entrer en classe préparatoire, en STS, dans un IUT ou dans une école. Ils sont un peu plus nombreux qu'en 1998, mais surtout l'idée que ces formations offrent plus de débouchés se développe et influence de plus en plus leur choix (60 % des réponses contre 57 % en 1998 et 51 % en 1997). En dehors de tout problème de niveau scolaire ou de sélection, un nouvel entrant en DEUG sur quatre aurait opté pour une école (ou une classe préparatoire). Un sur cinq aurait choisi une filière courte (IUT ou STS).

On constate parallèlement une diminution sensible de l'attrait de l'enseignement, débouché traditionnel des études universitaires : 46 % des nouveaux étudiants ne « *veulent pas devenir enseignants quoi qu'il arrive* », soit une hausse de 6 points en un an. La part de ceux qui veulent le devenir « *éventuellement* » baisse dans le même temps de 5 points. Ces réticences croissantes face au métier d'enseignant ont sans doute leur rôle dans la persistance d'une relative désaffection à l'égard de la filière universitaire.

UN AFFLUX D'ÉTUDIANTS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET AES

La baisse sensible du contingent de bacheliers littéraires ne se répercute pas aussi fortement sur le flux d'entrée en lettres et sciences humaines, qui ne diminue que de 1,6 %. Elle affecte davantage le nombre des nouvelles inscriptions en droit, qui fléchit de 3,5 %. Dans cette discipline, seules les académies de Montpellier et Paris semblent mieux tirer leur épingle du jeu (*tableau III a*). On trouve un écho de cette désaffection à l'égard de la filière juridique dans l'évolution des motivations exprimées par les nouveaux inscrits dans cette discipline : ils sont beaucoup plus souvent là « *parce qu'ils n'ont pas pu entrer là où ils voulaient* », voire par hasard, et beaucoup moins souvent en raison des débouchés qu'ils espèrent y trouver.

À l'opposé, les flux d'entrée en sciences économiques et AES (filière administrative, économique et sociale) augmentent fortement (+ 5,2 %), en particulier à Paris et dans quelques universités aux recrutements, jusqu'à présent, modestes dans ces filières. Ces formations bénéficient de la stabilité du nombre de bacheliers des séries ES, ainsi que de la croissance du nombre de bacheliers des séries technologiques tertiaires. De plus, leurs progressions reflètent sans doute l'amélioration très sensible de l'image des débouchés offerts par ces filières, observée auprès des nouveaux étudiants.

UNE DÉSFFECTATION PERSISTANTE DES FILIÈRES SCIENTIFIQUES

Le recul des inscriptions dans les filières scientifiques à l'université se poursuit (- 5,5 %). Le flux d'entrée en sciences de la nature et de la vie, déjà en retrait l'année passée, accuse une chute de 13 % à la rentrée 1999. Cependant, dans les universités technologiques et les instituts nationaux polytechniques, la croissance reste soutenue pour la discipline sciences et technologies/sciences pour l'ingénieur.

La filière santé attire moins de nouveaux bacheliers à la rentrée 1999 (- 8,1 %). Toutefois, les inscriptions dans ces disciplines avaient fortement progressé en 1998 : par rapport à 1997, le fléchissement n'est plus que de - 3,7 %. Dans quasiment tous les établissements, les inscriptions en pharmacie sont en retrait et la médecine est particulièrement délaissée à Bordeaux (- 11 %) et à Lille (- 5 %).

L'engouement pour les STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) s'atténue, en raison peut-être d'une certaine saturation de la filière. Pour la première fois cette année, la croissance des inscriptions de nouveaux bacheliers marque le pas : + 3,4 % contre + 17 % en 1998. Elle ne reste soutenue que dans un petit nombre d'académies (Lille, Reims, Rouen et Toulouse).

LA CROISSANCE DES EFFECTIFS EN IUT SE POURSUIT

Une des explications de la désaffectation à l'égard des DEUG scientifiques tient sans doute à la concurrence que leur font les filières sélectives. Dans ces disciplines, un nouvel inscrit sur cinq avait posé sa candidature pour entrer dans un IUT, attiré deux fois sur trois par les débouchés de la filière. Les nouvelles inscriptions en IUT continuent ainsi à progresser (+ 3,4 %). Les fortes évolutions de certaines académies s'expliquent par l'ouverture de départements : génie chimique et génie des procédés à Aix-Marseille, hygiène, santé et sécurité à Amiens et services et réseaux de communication à Strasbourg (tableau III b).

Le moindre attrait des nouveaux étudiants pour les classes préparatoires aux grandes écoles n'est pas aussi marqué en

TABLEAUX III – Évolution des inscriptions en première année du premier cycle
(par ordre décroissant d'évolution)
France métropolitaine

a – Université hors IUT			b – IUT		
Académies	1999-2000	Évolution (%)	Académies	1999-2000	Évolution (%)
Versailles	14 775	8,1	Amiens	1 212	26,5
Corse	562	6,8	Aix-Marseille	1 988	20,4
Besançon *	3 890	3,2	Strasbourg	1 745	11,4
Montpellier	10 796	3,0	Montpellier	1 759	8,8
Aix-Marseille *	12 985	2,0	Créteil	3 092	8,4
Toulouse	11 201	1,5	Corse	99	7,6
Lille	17 135	- 0,4	Reims	1 514	5,9
Amiens	4 286	- 2,2	Lille	3 257	5,3
Bordeaux	11 569	- 2,4	Lyon	3 008	3,8
Reims *	4 339	- 2,5	Poitiers	1 415	3,4
Grenoble *	9 118	- 3,0	Bordeaux	1 667	2,8
Rennes	11 857	- 3,1	Rennes	3 123	2,6
Paris *	25 590	- 3,2	Limoges	775	2,1
Lyon	14 091	- 3,8	Clermont-Ferrand	1 095	1,8
Caen	4 445	- 4,2	Rouen	1 634	1,7
Strasbourg	6 919	- 4,4	Nantes	2 412	1,1
Rouen	5 448	- 4,7	Nancy	2 488	0,9
Créteil	11 312	- 5,2	Grenoble	2 956	0,8
Orléans-Tours	7 139	- 5,3	Caen	1 063	0,6
Limoges	2 306	- 5,5	Dijon	1 083	- 1,0
Poitiers	5 148	- 5,5	Toulouse	2 387	- 1,2
Nice	6 249	- 5,6	Paris	792	- 1,7
Nancy	7 933	- 6,2	Orléans-Tours	1 974	- 1,8
Nantes *	10 866	- 7,1	Besançon	1 191	- 3,2
Clermont-Ferrand	4 367	- 8,0	Versailles	3 382	- 3,5
Dijon	4 453	- 8,9	Nice	1 627	- 3,8

* Les évolutions des effectifs universitaires hors IUT de ces académies sont à considérer avec prudence (voir l'encadré p.6).

TABLEAUX IV – Évolution des inscriptions en première année
(par ordre décroissant d'évolution)
France métropolitaine – Public – MEN *

a – Classes préparatoires aux grandes écoles			b – Sections de techniciens supérieurs		
Académies	1999-2000	Évolution (%)	Académies	1999-2000	Évolution (%)
Nantes	1 175	11,8	Montpellier	2 570	8,8
Caen	570	9,4	Nice	1 977	7,7
Poitiers	633	6,6	Versailles	5 869	5,7
Toulouse	1 364	5,3	Orléans-Tours	3 170	3,3
Bordeaux	1 354	2,5	Rouen	2 140	3,3
Aix-Marseille	1 169	2,1	Strasbourg	2 729	3,0
Lille	1 780	2,1	Nantes	3 535	2,9
Amiens	560	1,4	Lyon	3 251	1,3
Versailles	2 434	1,0	Créteil	5 025	1,1
Lyon	1 867	0,6	Nancy	3 249	1,0
Corse	41	0,0	Limoges	1 044	0,9
Montpellier	917	- 0,2	Lille	7 420	0,5
Rennes	1 371	- 1,7	Paris	4 865	0,4
Créteil	1 192	- 2,2	Toulouse	3 132	0,0
Clermont-Ferrand	546	- 2,5	Grenoble	3 306	- 0,4
Strasbourg	961	- 2,5	Rennes	3 053	- 0,7
Grenoble	1 129	- 3,0	Besançon	1 755	- 1,0
Nancy	1 029	- 3,0	Dijon	2 000	- 1,5
Orléans-Tours	1 062	- 3,4	Reims	1 875	- 1,5
Rouen	630	- 3,5	Aix-Marseille	3 039	- 1,9
Nice	972	- 3,6	Caen	1 542	- 2,8
Paris	5 430	- 3,7	Bordeaux	3 512	- 3,3
Limoges	243	- 4,3	Amiens	2 781	- 5,2
Reims	627	- 7,4	Poitiers	1 927	- 5,6
Dijon	626	- 9,0	Clermont-Ferrand	1 538	- 6,7
Besançon	340	- 15,2	Corse	231	- 13,5

* Remontée d'octobre 1999.

Sondage de rentrée auprès des nouveaux bacheliers entrés en DEUG à la rentrée 1999

Depuis 1993, à l'occasion de la rentrée universitaire, le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie fait réaliser une enquête auprès des étudiants inscrits pour la première fois en première année de DEUG. L'enquête 1999 a été effectuée entre le 2 et le 15 novembre auprès d'un échantillon de 1 006 étudiants qui avaient tous obtenu leur baccalauréat à la session 1999. Quelles évolutions principales peut-on dégager de cinq années d'observations concernant les motivations et représentations des nouveaux étudiants ?

Un optimisme accru

Les deux tiers des nouveaux inscrits en première année de DEUG ont fait le choix délibéré de la filière universitaire, puisqu'ils déclarent ne pas avoir posé leur candidature pour une classe préparatoire, un IUT, une STS ou une école : cette proportion est moins forte qu'en 1998, mais les variations depuis cinq ans sont faibles. S'ils ont fait ce choix, c'est deux fois sur trois parce qu'ils souhaitent aller à l'université mais, également, de plus en plus parce que l'état d'esprit de ces filières ne leur convient pas (27 % des réponses, soit 11 points de plus qu'en 1995).

Un tiers des nouveaux étudiants avait déposé en terminale au moins un dossier pour entrer dans une filière sélective. L'attrait des débouchés offerts par ces formations pèse de plus en plus lourd dans leur choix (60 % des réponses contre 45 % il y a quatre ans). En revanche, la volonté d'éviter le DEUG – qui jouait également un rôle croissant ces dernières années – perd nettement du terrain : 24 % de ceux qui ont postulé pour une filière sélective la mettent en avant, soit une baisse de 8 points en un an. Si, finalement, ces étudiants se retrouvent en DEUG alors que ce n'était pas leur choix premier, c'est deux fois sur trois parce qu'ils n'ont pas été acceptés dans la filière qu'ils souhaitent ; les autres ont renoncé à leur choix initial, le plus souvent parce qu'ils n'ont pas eu l'établissement qu'ils voulaient, ou par crainte de ne pas avoir le niveau.

Qu'ils aient ou non postulé pour une filière sélective, les nouveaux étudiants de DEUG se sont de plus en plus souvent inscrits dans leur formation « *parce qu'elle offre des débouchés* » (31 % des réponses) : la hausse est de 8 points depuis 1995. Dans le même temps, la notion de « *plaisir* », qui tenait une place croissante ces quatre dernières années, est en repli à cette rentrée (51 % des réponses au lieu de 58 % en 1998) ; c'est, cependant, encore 7 points de plus qu'en 1995. 82 % pensent que leur filière leur assurera une « *très bonne* » ou « *assez bonne capacité d'adaptation face à l'évolution du monde du travail* », 77 % de très bons ou plutôt bons débouchés. Dans les deux cas, la part des opinions très positives, certes réduite (16 %), augmente régulièrement.

Ce regain d'optimisme, qui s'inscrit dans le contexte d'un marché du travail plus favorable aux jeunes diplômés, se traduit par une confiance accrue dans leur avenir professionnel. Ils sont désormais une majorité (52 %) à penser trouver du travail avec le niveau qu'ils souhaitent atteindre, alors qu'ils n'étaient que 44 % en 1998, 41 % en 1997, et 36 % en 1996.

La fragilité de l'engagement dans les études universitaires

S'ils se montrent plus positifs quant à leur avenir, l'attachement des nouveaux étudiants de DEUG à l'égard de leur filière

est cependant fragile. Ainsi, en dehors de tout problème de niveau scolaire ou de sélection, un nouvel entrant en DEUG sur quatre aurait opté pour une école (ou une classe préparatoire). Un sur cinq aurait choisi une filière courte, soit une hausse de 10 points depuis 1995. Cet attrait serait sans doute encore renforcé s'il existait la possibilité d'accéder automatiquement en licence à l'université avec un DUT ou un BTS : la part de ceux qui, dans ce cas, suivraient quand même le DEUG auquel ils sont inscrits est en baisse sensible puisqu'elle est passée de 67 à 58 % en quatre ans.

Cette précarité de leur engagement en DEUG se manifeste également dans les projets qu'ils forment pour l'année suivante : un nouvel inscrit sur cinq pense d'ores et déjà ne pas continuer dans la même filière, contre un sur dix en 1995. Dans le même temps, la part des nouveaux étudiants décidés à redoubler dans la même filière, en cas d'échec en fin d'année, est tombée de 66 à 55 %.

La fragilité de l'engagement dans leur DEUG des nouveaux étudiants qui avaient déposé un dossier pour une filière courte est particulièrement sensible : les plus nombreux sont là faute d'avoir pu entrer où ils voulaient (45 %). Quatre sur dix ont déjà l'intention de faire autre chose l'année suivante : plus d'un sur quatre est décidé à présenter à nouveau un dossier pour intégrer une STS ou un IUT.

Une mise en place encore incertaine pour la nouvelle organisation du premier cycle

Avant de s'engager dans leur filière, les trois quarts des nouveaux étudiants ont eu des informations, que ce soit sur le contenu des études ou sur les débouchés professionnels : le chiffre varie peu depuis 1995. Lors de leur entrée à l'université, ils ont dans l'ensemble été bien informés sur la nouvelle organisation des premiers cycles : 78 % ont eu des précisions sur les conditions de passage en deuxième année, 72 % sur le mode de contrôle des connaissances. En revanche, sur les possibilités de réorientation au deuxième semestre – encore peu utilisées dans les faits – l'information chute de 10 points à cette rentrée, passant de 69 à 59 %. Sur le tutorat, elle reste parcellaire, du moins à la date de l'enquête : 46 % des nouveaux étudiants disent ne pas avoir reçu de renseignements. Les DEUG scientifiques font exception : sept nouveaux inscrits sur dix ont été informés, aussi bien sur le tutorat que sur les possibilités de réorientation.

Ces nouvelles mesures, quand elles sont connues, sont toujours très appréciées dans leur principe : 91 % des étudiants pensent ainsi que le tutorat est une très bonne ou une assez bonne mesure. En revanche, à la question de savoir si, personnellement, ils ont l'intention de l'utiliser, les réponses positives tombent de 72 à 58 % en un an. 37 % déclarent qu'ils ne l'utiliseront pas : la hausse est de 10 points.

En ce qui concerne la réorientation au deuxième semestre, 84 % pensent que c'est une très bonne ou assez bonne mesure (soit 3 points de plus qu'en 1998). Ils sont un peu plus nombreux cette année à envisager d'utiliser cette possibilité (31 au lieu de 28 %), mais restent minoritaires. Ceux qui avaient déposé un dossier en STS ou IUT sont, cependant, un peu plus nombreux à l'évoquer (42,5 %).

TABLEAU V – Les effectifs des principales filières de l'enseignement supérieur *
France métropolitaine + DOM

Principales filières de l'enseignement supérieur	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000 Estimation (octobre)	Variation 1999/1998	
					En valeur absolue	En %
Ensemble Université (hors IUT et IUFM)	1 108 456	1 382 509	1 309 808	1 288 100	- 21 708	- 1,7
IUT	74 328	103 092	114 587	122 400	7 813	6,8
CPGE (1)	67 600	76 417	71 373	71 000	- 373	- 0,5
STS (2)	201 834	230 297	246 595	248 500	1 905	0,8
Ensemble des principales filières	1 452 218	1 792 315	1 742 363	1 730 000	- 12 363	- 0,7
Total des étudiants du supérieur (3)	1 714 000	2 170 000	2 119 200			

* Il s'agit du nombre d'inscriptions. Un étudiant s'inscrivant dans deux filières différentes aura donc deux inscriptions.

(1) Non compris les DECF depuis 1998-1999.

(2) Y compris les DECF depuis 1998-1999.

(3) Effectifs constatés.

1999 qu'en 1998 (- 0,7 % après - 1,5 %). Il est moins important que la baisse du nombre de bacheliers scientifiques. Si les académies de Besançon, Dijon et Reims perdent des nouveaux étudiants en CPGE, les effectifs de celles de Nantes et Caen progressent (*tableau IV a*).

L'augmentation du nombre des bacheliers technologiques n'a pas donné lieu à une croissance sensible des entrées en STS : le flux d'entrée ne progresse que de 0,9 %. Cependant, pour cette estimation de rentrée, seules les évolutions des établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie sont prises en compte, soit 67 % des nouveaux inscrits dans cette filière (*tableau IV b*).

CETTE ANNÉE ENCORE LES ÉTUDIANTS SONT MOINS NOMBREUX

Les effectifs de l'ensemble des principales filières de l'enseignement supérieur fléchissent peu en 1999 (- 0,7 %) (*tableau V*). L'université hors IUT accueille 22 000 étudiants de moins et leur nombre passe en dessous du seuil des 1 300 000. La baisse des nouvelles inscriptions en premier cycle, qui a commencé en 1996, affecte maintenant le deuxième cycle. Elle est cependant atténuée par une amélioration des taux d'accès dans ce cycle : la tendance à la hausse constatée en 1998 a été prolongée pour cette année.

Les étudiants sont de plus en plus nombreux dans les filières sélectives. La hausse, deux années consécutives, des nouvelles inscriptions en IUT se répercute nettement sur leur effectif global : avec 7 800 inscriptions supplémentaires, les IUT comptent plus de 122 000 étudiants. Cette année, les sections de techniciens supérieurs accueillent 248 000 jeunes, soit 1 900 étudiants de plus qu'en 1998. Quant aux classes préparatoires aux grandes écoles, leurs effectifs (de l'ordre de 71 000 élèves) sont stables pour cette rentrée.

Sylvie Lemaire et Clotilde Lixi,
DPD C2

POUR EN SAVOIR PLUS

« Les effectifs de l'enseignement supérieur de la rentrée 1988 à la rentrée 1998 », *Note d'Information* 99.43, MEN-Direction de la programmation et du développement, novembre 1999.

« Prévisions à deux ans des principales filières de l'enseignement supérieur », *Note d'Information* 99.35, MEN-Direction de la programmation et du développement, octobre 1999.

« Résultats provisoires du baccalauréat – Session de juin 1999 », *Note d'Information* 99.26, MEN-Direction de la programmation et du développement, juillet 1999.

Rentrée 1999 : sources et méthode d'estimation des effectifs

Cette estimation de la rentrée 1999 dans les quatre grandes filières du supérieur (France métropolitaine + DOM) est une première synthèse des informations provenant de sources provisoires ou partielles. Elle porte sur environ 80 % de la population étudiante. Le bilan complet des effectifs de l'enseignement supérieur ne pourra être fait que lorsque les données relatives aux autres établissements (écoles paramédicales et sociales, écoles de commerce, écoles supérieures artistiques et culturelles, établissements universitaires privés, etc.) seront disponibles.

L'évolution des flux d'entrée à l'université (y compris IUT) se fonde sur la comparaison des premières inscriptions en première année de premier cycle observées les 21 octobre 1998 et 20 octobre 1999 (enquête n° 20). Toutefois, si les dates d'observation sont identiques, le calendrier d'inscription de certains établissements peut avoir été modifié d'une année à l'autre, rendant les comparaisons difficiles : par exemple, le recul de la date des inscriptions cumulatives en DEUG de sciences des étudiants en CPGE scientifiques. C'est pourquoi l'évolution nationale a été calculée en excluant certaines disciplines de six établissements (sciences de la matière et sciences de la vie de Grenoble I, sciences de la matière et sciences et techniques de l'ingénieur de Mulhouse, AES et sciences d'Avignon, sciences de la matière du Mans, sciences humaines de Paris I et de Paris IV) ainsi que cinq établissements (Chambéry, Reims, Paris VI, Paris VII, Paris X). Une fois exclus ces disciplines et établissements, 92,5 % du champ de l'enquête est couvert. Par ailleurs, à Paris IV, une partie des nouveaux inscrits de la filière lettres a été estimée (environ 700 sur 1 600). Cet effectif corres-

pond aux étudiants qui s'inscrivent simultanément en CPGE littéraires et à l'université. En ce qui concerne les STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives), cette restriction de champ a modifié, de façon prononcée, les résultats ; en effet, les effectifs déclarés dans l'enquête n°20 pour Paris X se sont révélés non significatifs et n'ont pas été conservés. Après avoir calculé des taux d'évolution sur des champs strictement comparables et soigneusement vérifiés, on applique ces taux aux effectifs constatés pour l'année universitaire 1998-1999. En revanche, pour les résultats par académie, aucun établissement n'a été, même partiellement, exclu. Les évolutions à ce niveau sont parfois à considérer avec précaution.

L'évolution des nouvelles inscriptions en STS et CPGE repose, en grande partie, sur la comparaison de leurs effectifs en première année observés les 17 septembre 1998 et 1999 dans les établissements publics relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, soit, respectivement, 64 et 83 % des entrées en STS et CPGE, tous ministères confondus. Cette source fournit également les effectifs totaux des STS et CPGE publics du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (MENRT).

En l'absence d'informations supplémentaires, les flux d'entrée et les effectifs des STS et CPGE « *autres que publics MENRT* » ainsi que les effectifs globaux à l'université et en IUT sont estimés en prolongeant les comportements observés antérieurement en matière de passage, redoublement et abandon.